

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

RUSSIE : POUTINE ORDONNE LA PROJECTION DE DOCUMENTAIRES SUR L'OFFENSIVE EN UKRAINE

Le président russe Vladimir Poutine a ordonné hier mardi à son gouvernement d'organiser d'ici février la projection au cinéma de "films documentaires" sur l'offensive des forces de Moscou en Ukraine. "Au ministère de la Culture de soumettre des propositions pour assurer la projection de films documentaires nationaux dans les réseaux de cinémas sur des sujets liés à l'opération militaire spéciale, la lutte contre la propagation de l'idéologie néo-nazie et néo-fasciste", peut-on lire dans un message publié sur le site du Kremlin.

TANZANIE : LA PRÉSIDENTE LÈVE L'INTERDICTION DES MEETINGS POLITIQUES DE L'OPPOSITION

La présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan a annoncé hier la levée de l'interdiction des rassemblements politiques qui frappait l'opposition depuis une décision en 2016 de son prédécesseur, l'autoritaire John Magufuli. "Je suis ici pour déclarer que l'interdiction des rassemblements politiques est désormais levée", a déclaré la présidente lors d'une réunion avec des chefs de partis politiques dans la capitale économique Dar es Salaam. "Vous êtes tous libres de critiquer le gouvernement", leur a-t-elle assuré. "D'autres réformes juridiques sont à venir pour garantir que les droits de tous les partis sont respectés", a poursuivi la cheffe de l'Etat de ce pays d'Afrique de l'Est.

ESPAGNE : DÉMANTÈLEMENT D'UN VASTE TRAFIC DE DÉCHETS VERS L'AFRIQUE DE L'OUEST

Les autorités espagnoles ont annoncé hier le démantèlement d'une organisation qui a envoyé depuis les îles Canaries plus de 5 000 tonnes de déchets électroniques dangereux à plusieurs pays africains, dont le Sénégal, le Nigeria, la Mauritanie et le Ghana. Ces déchets contiennent des substances et des gaz qui abîment la couche d'ozone et contribuent au réchauffement climatique. " Depuis deux ans, cette organisation a obtenu un bénéfice économique de plus d'un million et demi d'euros", a indiqué le ministère des Finances dans un communiqué.

Rassemblées par JMN

Etats-Unis : Washington et Séoul préparent une réponse en cas de frappe nucléaire nord-coréenne

Josiane MBANG NGUEMA (Source AFP)
Libreville/Gabon

LES Etats-Unis et la Corée du Sud préparent "une réponse coordonnée et concrète à une série de scénarios, y compris une utilisation de l'arme nucléaire par la Corée du Nord", a fait savoir hier un porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche. Il a toutefois précisé que ces préparatifs n'incluraient pas des "exercices nucléaires conjoints", puisque la Corée du Sud n'est pas dotée de l'arme atomique.

"Les Etats-Unis sont totalement dévoués à notre alliance avec la Corée du Sud et lui fournissent une capacité de dissuasion étendue, reposant sur toute la gamme de l'arsenal de défense américain", a-t-il encore assuré. Cette précision de l'exécutif américain intervient après que le président sud-coréen Yoon Suk-yeol a lui affirmé que "le parapluie nucléaire" américain et sa "dissuasion élargie" ne suffisent plus à rassurer les Sud-Coréens.

"Les armes nucléaires appartiennent aux Etats-Unis, mais la préparation, le partage d'informations, les exercices et l'entraînement doivent être effectués conjointement par la Corée du Sud et les Etats-Unis", a-t-il déclaré. Ces mises au point en provenance de Washington et Séoul répondent à de nouvelles déclarations choc du dirigeant nord-coréen Kim Jong Un, qui a appelé dimanche à une "augmentation exponentielle de l'arsenal nucléaire" de la Corée du Nord.

Au terme d'une grande réunion à Pyongyang, le Parti des travailleurs au pouvoir a également annoncé que le pays allait "développer un nouveau système de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) dont la principale mission sera une rapide contre-attaque nucléaire", a rapporté dimanche l'agence officielle KCNA. Un haut responsable américain a reconnu que "les actions et déclarations de la Corée du Nord étaient une cause de préoccupation croissante". Il a expliqué par ailleurs que les Etats-Unis et la Corée du Sud "travaillaient ensemble pour renforcer" le dispositif de dissuasion, ce qui impliquera en particulier des "simulations" sur la réponse à une frappe nucléaire de la Corée du Nord.



Photo: DR

Tunisie : des opposants se disent visés par des enquêtes politiquement motivées



Le président Kais Saied cible des critiques de l'opposition.

JMN (Source AFP)
Libreville/Gabon

LA principale coalition d'opposition au président Kais Saied en Tunisie a accusé hier le pouvoir d'instrumentaliser la justice pour la faire taire, en lançant des enquêtes contre plusieurs de ses membres. Lors d'une conférence de presse à Tunis, le chef du Front de salut national, Ahmed Nejib Chebbi, a

affirmé avoir été convoqué par la justice avec trois autres membres de son bloc, Ridha Belhadj, Chaïma Issa et Jawhar Ben Mbarek, à la suite d'une plainte déposée par une autre opposante, Abir Moussi.

La plainte avait été déposée après que M. Chebbi a accusé Mme Moussi lors d'un discours le 25 décembre de chercher à réinstaurer en Tunisie une dictature sur le modèle de celle de Zine

El Abidine ben Ali, renversé en 2011 lors de la première révolution de Printemps arabe.

"En 24 heures et sans que la plainte ne soit examinée, une décision de nous poursuivre a été prise", a déclaré M. Chebbi, pour qui cet empressement judiciaire montre que "cette plainte est instrumentalisée par le pouvoir".

"Tout Tunisien libre, ou ayant une opinion indépendante, ou faisant partie de l'opposition, est pour Kais Saied un criminel", a ajouté M. Chebbi, qui avait appelé le chef de l'Etat à démissionner après l'abstention massive enregistrée le 17 décembre au premier tour d'élections pour un Parlement sans véritables pouvoirs. "Nous menons une bataille existentielle, soit la démocratie et la liberté prévalent, soit c'est la tyrannie", a-t-il ajouté. M. Chebbi a enfin annoncé la tenue d'une "grande manifestation" le 14 janvier pour marquer le 12ème anniversaire de la chute du régime de Ben Ali.

Photo: DR